

# **De Marseille à Calais...**

## **Contre la répression et le délit de solidarité**

Le 27 mars dernier, des camarades occupaient publiquement un bâtiment laissé vide depuis des années, « Le Moulin Blanc », situé dans le centre ville de Calais afin que des exilé-e-s puissent y trouver un logement. Usant de la force comme à leur habitude une douzaine de cars de C.R.S. délogèrent les occupant.es qui s'étaient réfugié.es sur le toit... Des procès suivirent pour les huit personnes présentes dans les lieux.

Le 5 avril, « Le Manba », lieu de vie et d'activité situé à Marseille était également expulsé. Cet endroit permettait depuis quelques mois aux exilé.es et aux personnes solidaires de s'organiser, d'échanger, et de résister aux conditions réservées à celles et ceux qui ne possèdent pas les bons papiers, celles et ceux qui refusent de marcher au pas du capital. Le lendemain, le Manba 2, ouvert dans la continuité était également expulsé. Puis c'était au tour le 12 avril du Manba 3 de subir la visite des flics. Deux personnes ont été arrêtées lors de l'expulsion, et une camarade ayant dû décliner son identité a été arrêtée le lendemain à son domicile.

Par ailleurs en février dernier, le Gouverneur de Flandre occidentale avait sinistrement demandé aux riverains de ne pas donner de nourriture aux personnes sans papiers venues près de la côte, notamment dans la ville de Zeebrugge. Puis ce fut au tour du maire de Vintimiglia d'interdire par arrêté municipal de donner toute aide alimentaire aux personnes n'ayant pas de papiers en règle dans la ville, une amende de 200 € étant prévue pour les contrevenant.es. Une personne ayant hébergé une famille en situation irrégulière en Haute Savoie s'est vue condamnée à une amende avec sursis ce mois-ci...

Ces attaques contre les personnes qui tentent d'apporter un soutien aux personnes sans papiers ne sont pas isolées et sont le résultat de politiques déterminées par des Etats soucieux de protéger leurs intérêts économiques et le maintien de leur ordre social. Près de 50 000 personnes sont à ce jour bloquées en Grèce, et bien d'autres connaissent des conditions de vie déplorables dans et aux abords de l'Europe forteresse.

Cette répression nous concerne toutes et tous, partout où le capital tente de rendre nos existences sujettes à des impératifs de rentabilité, partout où une contestation s'organise et s'oppose à cet état de fait. Les politiques migratoires sont mises en places selon les mêmes intérêts que toute politique dite économique ou sociale.

Loin d'entamer notre détermination à nous organiser et à être solidaires, nous resterons uni.es face à la répression, et plus que jamais nous sommes conscient.es que seules nos forces mises en commun seront à même de créer un rapport de force nous permettant de regagner nos espaces de liberté.

**Liberté pour toutes et tous !**

**A bas toutes les frontières !**